



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 1^{er} JUIN 2024

mettant en demeure la société KECK CHIMIE à Ingwiller de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 réglementant ses installations, et de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4331

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de stockage de liquide inflammable relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4331 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998, autorisant la société KECK CHIMIE à exploiter des activités liées à la fabrication et au conditionnement de peintures, colles, vernis à Ingwiller ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite de contrôle du 15 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 février 2024, il a été constaté qu'en contravention à l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 susvisé, le personnel de la société de surveillance n'a pas été formé pour fermer le dispositif permettant l'obturation des eaux pluviales et incendie ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 février 2024, il a été constaté qu'en contravention à l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 susvisé, le débit simultané de l'ensemble des poteaux d'incendie est de 128 m³/h, et que l'exploitant a déclaré n'avoir pas d'autre réserve d'eau ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 février 2024, il a été constaté qu'en contravention à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, l'exploitant n'a présenté aucune mesure en place pour s'assurer de l'étanchéité des différents dispositifs de rétention, aucun élément n'a été apporté pour prouver le caractère étanche du revêtement des rétentions ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 février 2024, il a été constaté qu'en contravention à l'article 45 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, une trappe de rejet de l'atelier de liquides inflammables n'était pas verticale ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 février 2024, il a été constaté qu'en contravention à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a présenté aucun élément concernant un examen visuel ni de maintenance spécifique sur les rétentions associées aux liquides inflammables ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société KECK CHIMIE, implantée rue Wittholz ZI BP 6 67340 Ingwiller est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3 et 17.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 1998 susvisé, reprises ci-après :

Article 16.3 « *Les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion auront des consignes écrites. Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés.* ».

Article 17.2 : « *La société KECK-CHIMIE doit prendre toute les dispositions pour pouvoir disposer d'un débit d'eau d'extinction de 180m³/h* ».

Article 2

La société KECK CHIMIE est mise en demeure de respecter, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1^{er}, 22 et de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 susvisé, reprises ci-après :

Article 1^{er} - Champ d'application

« *Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* ».

Article 22 Rétentions.

« **I. B.** La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

F. La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure ».

Article 45 : « *Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère* ».

Article 3

La société KECK CHIMIE est mise en demeure de respecter, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, reprises ci-après :

Article 19-3 : « L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions sont étanches, et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée ».

Article 4 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

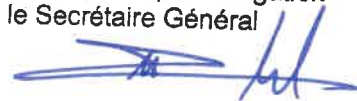
Article 7 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Keck Chimie, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Ingwiller.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL